

LA PLANÈTE EN DANGER ?

Pendant des millions d'années, le « mesnage des champs », cher à Olivier de Serres, fut la règle d'or d'une gestion prudente, précautionneuse, du capital « terre » : un tiers de l'espace pour nourrir les hommes, un tiers pour nourrir la terre, un dernier tiers pour assurer les autres productions « non alimentaires », rappelle Claude Roy dans son article « Retour vers le biofutur ? » (pp. 29-38).

Puis, rappelle-t-il, voici deux siècles, on apprit à exploiter les énergies d'origine fossile qui dormaient sagement depuis 300 millions d'années, et tout s'est accéléré : la croissance démographique, l'exploitation à outrance des ressources rares, la multiplication des dommages causés à l'environnement... Mais cela ne saurait ainsi durer sans que nous mettions gravement en danger l'écosystème, et soyons incapables d'assurer à la planète, bientôt peuplée de peut-être 10 milliards d'habitants, ce « développement durable » en faveur duquel plaidait le rapport Brundtland (dont nous célébrerons cette année le XX^e anniversaire).

L'avertissement alors lancé par la commission Brundtland n'était pas en soi foncièrement nouveau. Nombre d'auteurs, depuis bien longtemps, nous ont alertés sur les dangers résultant d'une exploitation à un rythme insoutenable des ressources de la planète.

Tout aussi nombreux sont ceux qui nous ont maintes fois alertés sur les dommages engendrés par les activités humaines, et nous ont mis en garde contre le culte de la croissance mesurée à l'aune du PNB (produit national brut).

Faut-il rappeler que celui-ci résulte de la somme des valeurs ajoutées en termes monétaires sans que n'y soient pris en compte ni les biens et les services gratuits (voire les ressources naturelles à leur juste valeur) ni les externalités négatives telles que les pollutions et les nuisances. Comme le résumait, par exemple, Denis de Rougemont, « du seul fait qu'il ne comptabilise rien de tout cela, le PNB habitue les pouvoirs à donner tous leurs soins au coûteux de l'existence, à ce qui coûte cher, mais à négliger le précieux, ce qui nous est cher. À tricher systématiquement au profit de la technosphère aux dépens de la biosphère. »

Les avertissements n'ont cessé de se multiplier. Ainsi le conseil ministériel de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) reconnaissait en 1971 que la croissance ne saurait être une fin mais plutôt un moyen. C'était deux ans avant le premier rapport du Club de Rome sur « les limites à la croissance » qui, après un succès éphémère, fut vite tourné en dérision.

C'était quatre ans après que Bertrand de Jouvenel, dans son rapport à la Commission des comptes de la nation, ait souligné combien nos systèmes de comptabilité étaient imparfaits, y compris en raison de l'impasse faite sur les biens et les services gratuits, ainsi que sur les externalités.

Tout cela a été dit et redit, écouté parfois non sans quelque ironie vis-à-vis des pionniers du « développement durable » souvent taxés de naïveté, sinon tournés en dérision comme s'ils n'étaient que des apôtres d'une inconcevable croissance zéro. Certes des tentatives ont été faites pour mieux évaluer le patrimoine naturel et culturel. Certes des travaux ont été entrepris (le dernier en date étant sans doute le rapport Stern) pour mieux mesurer l'impact des dommages causés à l'environnement par les activités humaines. Jamais on n'en a tiré les conséquences pourtant éminemment nécessaires. Et, pour le chef d'entreprise que je suis, cela reste une source d'étonnement permanent de voir que dans les comptes de la nation ne sont jamais pris en compte à leur juste prix ces emprunts faits au patrimoine naturel, humain et culturel, ni les dommages, et donc la dégradation dudit patrimoine, du fait de nos activités ; qu'il n'y ait jamais eu de comptes de bilan avec une évaluation des actifs et des passifs, ainsi que de report à nouveau...

Tout cela a été traité avec beaucoup de mépris, y compris sans doute en raison de la foi aveugle des économistes vis-à-vis des prix et de leur conviction que, si des phénomènes de rareté survenaient, les prix en question augmenteraient, suscitant instantanément les ajustements nécessaires : soit que les besoins qui étaient satisfaits

par des ressources puissent être immédiatement mobilisées, soit que les progrès techniques permettent d'assurer les mêmes fonctions d'une autre manière. Ce raisonnement repose sur l'idée que des ressources alternatives existant en quantité illimitée puissent être découvertes et exploitées instantanément, ou encore sur l'idée que, aux moyens de transports routiers actuels et aux besoins énergétiques des bâtiments pourraient être substitués, grâce à la fée technologie, des moyens alternatifs, que tout serait possible instantanément, au mépris des inerties que, par exemple, exposent dans ce numéro Marie-Hélène Laurent et Nelly Recrosio (pp. 39-62).

Cette vision-là n'est-elle pas encore plus naïve et dangereuse que celle des pionniers de l'écologie, y compris du fait du mépris que les économistes semblent accorder à la dimension du temps et au délai nécessaire pour opérer, pour autant que l'on en soit capable, les ajustements indispensables ? Il est urgent, me semble-t-il, de faire du « développement durable » autre chose qu'un slogan et de repenser sérieusement les relations entre la croissance économique, le progrès social, la sauvegarde et la valorisation de l'environnement.

Pour n'en prendre qu'un seul exemple ayant fait l'objet de nombreux articles dans la revue *Futuribles*, relever le défi d'une exploitation excessive des ressources d'origine fossile, de leur prochaine déplétion ainsi que celui du changement climatique me paraît être une condition indispensable à la survie de l'espèce humaine. Des pistes d'action existent. Il faut les explorer plus avant, en dégager d'urgence les principaux enseignements et passer à l'acte.

Hugues de Jouvenel